Nouvel ordre : un accord inattendu entre les trois grands révélé

Pascal examine la déclaration conjointe inattendue publiée par Donald Trump, Vladimir Poutine et Xi Jinping à l'issue de leur sommet à Shenzhen. Il analyse les quatre engagements qu'elle contient : la réforme des Nations unies, les approvisionnements énergétiques, la compétence pénale internationale et la réduction des risques nucléaires. En reliant cet accord à l'Iran, à la sécurité européenne et à l'évolution des relations entre grandes puissances, il en explore à la fois les contradictions et le potentiel diplomatique. Ce commentaire distingue les promesses politiques des traités contraignants et examine pourquoi la reprise du dialogue suscite un espoir prudent malgré la persistance des conflits et de profonds désaccords. Liens de Pascal : Déclaration pour la paix (Maison-Blanche) : https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/2026/11/u-s-russia-china-heads-of-state-declaration-toward-peace/ Photographies officielles et compte rendu du sommet (ministère chinois des Affaires étrangères) : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xw/zyxw/202611/t20261119_12063266.html Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires : https://www.un.org/en/conf/npt/2015/text.shtml Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Chapitres 00:00 La déclaration inattendue du sommet 01:27 Quatre points d'accord 03:42 Pétrole, Iran et intérêts divergents 08:47 La CPI et la responsabilité des grandes puissances 17:22 La réforme de l'ONU et le Conseil de sécurité 21:58 L'Europe et l'évolution des rapports de force 27:39 Les promesses de la non-prolifération nucléaire 31:36 Risques nucléaires, Iran et espoir prudent

#Pascal

Nous sommes le jeudi dix-neuf novembre, il est tard dans la soirée ici, en Asie. Et ce qu'on a vu ces dernières heures, c'est que le sommet de l'APEC est en cours. Il n'est pas encore tout à fait terminé, à ce que je vois, mais les grandes rencontres ont eu lieu. Donald Trump, Vladimir Poutine et Xi Jinping se sont rencontrés. Il y a eu des rencontres bilatérales entre Vladimir Poutine et Donald Trump, ainsi qu'entre Xi Jinping et Donald Trump. Ils ont posé pour les photos, et c'était tout un spectacle. Mais ce qui m'a le plus surpris, et dont je veux parler, notamment pour ce que cela pourrait signifier pour l'Iran, c'est la déclaration commune sur laquelle ces trois dirigeants viennent de s'accorder.

Donc, une déclaration conjointe, dans l'ensemble, c'est simplement un accord entre les trois chefs d'État sur le message qu'ils veulent faire passer. Et le fait qu'ils y soient parvenus aujourd'hui m'a surpris, parce que je ne pensais pas qu'il serait vraiment possible de trouver une formulation que tous les trois pourraient signer. Et en général, ce genre de texte nécessite des négociations. Une

déclaration conjointe, bien sûr, ce n'est pas la même chose qu'un traité. Un traité implique une procédure beaucoup plus formelle, et il doit ensuite être soumis aux différents parlements pour être ratifié.

Donc, on n'en est pas à ce niveau d'accord, mais c'est un texte que les trois délégations et les trois dirigeants sont prêts à signer. Et permettez-moi de vous lire ce à quoi Xi Jinping, Vladimir Poutine et Donald Trump sont parvenus. Voici ce qu'on peut y lire, mot pour mot : « Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, et Donald J. Trump, des États-Unis d'Amérique, se sont réunis à Shenzhen le dix-neuf novembre deux mille vingt-six. Les chefs d'État russe et américain ont remercié la Chine d'avoir accueilli ce sommet trilatéral historique. »

« Les trois chefs d'État ont eu un échange de vues approfondi sur la situation internationale actuelle et se sont engagés à préserver la stabilité stratégique et la sécurité internationale. En tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, la Chine, la Russie et les États-Unis se sont engagés à réformer l'ONU afin qu'elle puisse répondre plus efficacement aux défis mondiaux et remplir sa mission fondamentale de maintien de la paix et de la sécurité internationales. » Et c'est la première des quatre clauses. Donc, la première chose sur laquelle ils s'accordent, c'est que les Nations unies doivent changer, d'une manière ou d'une autre, et qu'ils sont prêts à le faire. Il reste trois clauses qui précisent les points sur lesquels ils sont d'accord. La deuxième clause, c'est…

#Pascal

Je suis donc assez certain que c'est quelque chose qui tenait beaucoup à cœur à Donald Trump, mais auquel aucun des deux autres ne s'oppose. Et nous allons en parler dans un instant. Mais lisons d'abord les troisième et quatrième points sur lesquels ils sont d'accord. Troisièmement, les trois chefs d'État ont reconnu que le principe du consentement des États et le respect de l'immunité des représentants de l'État sont d'une importance primordiale. Ils sont également convenus que la Cour pénale internationale et les autres instances similaires ne doivent pas abuser de leur compétence. Il y a beaucoup à dire là-dessus aussi, et nous y reviendrons dans un instant. Mais d'abord, le quatrième point sur lequel ils sont d'accord : les trois chefs d'État ont réaffirmé qu'une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être menée.

Les trois pays mèneront un dialogue sur la réduction des risques nucléaires et la prévention de la prolifération des armes nucléaires. Donc, quatre points sur lesquels ils sont d'accord. L'un d'eux correspond assurément à quelque chose que Donald Trump souhaitait vivement : cette idée de libre circulation du pétrole, pour stabiliser l'économie. En clair, ce n'est rien d'autre que Donald Trump qui dit : vous savez, au fond, il nous faut un moyen de faire baisser le prix du pétrole sur les marchés mondiaux, à cause de la guerre qu'il a déclenchée en Iran. Comme vous le savez tous, le détroit d' Ormuz reste, dans les faits, fermé.

On a vu récemment toutes ces images de pétroliers, et même de superpétroliers, en feu après avoir heurté des mines ou avoir été pris pour cible par les Iraniens. On sait maintenant que le coût de l' assurance de ces superpétroliers a explosé : il atteint des dizaines de millions de dollars américains — cinquante à soixante millions par navire, selon sa taille — pour les assurer lors de la traversée du détroit d'Ormuz. Et tout cela exerce une pression énorme sur les réserves de pétrole. Alors, pourquoi les deux autres acceptent-ils d'en faire un enjeu stratégique auquel ils seraient prêts à apposer leur signature ? Eh bien, d'un côté, les Russes n'ont jamais caché qu'ils étaient disposés à négocier avec les Américains.

Et ils viennent de conclure un accord pétrolier avec les États-Unis, en affirmant qu'ils sont prêts, tout à fait prêts même, à exporter du pétrole vers les États-Unis. Et il est même question que les Russes vendent du gaz aux Américains pour que ces derniers puissent le revendre à l'Europe en passant par le seul gazoduc Nord Stream encore en état de fonctionner. Vladimir Poutine n'est donc pas du tout opposé à l'idée d'essayer, d'une manière ou d'une autre, d'offrir à Donald Trump une porte de sortie dans sa guerre contre l'Iran, notamment pour parvenir à maîtriser les marchés. De leur côté, les Chinois ont tout intérêt à ce que les marchés pétroliers restent stables, parce que leur prospérité dépend elle aussi beaucoup de la libre circulation de l'énergie. Une grande partie de leurs besoins énergétiques est en fait couverte par le Moyen-Orient, par l'Asie de l'Ouest.

Et la mise en place d'une forme d'accord permettant de stabiliser les marchés, c'est une chose à laquelle Xi Jinping n'est certainement pas opposé. Cela peut paraître étrange, surtout si l'on raisonne en termes d'Occident face au reste du monde et que l'on considère que la Russie et la Chine entretiennent une relation stratégique dirigée contre les États-Unis. Mais ce n'est pas ce qui se passe réellement. La Russie et la Chine ont tout intérêt à faire, d'une manière ou d'une autre, contrepoids aux États-Unis et à leur bellicisme, et elles ont assurément intérêt à soutenir l'Iran. Pourtant, au sein de ces États, des intérêts concurrents entrent en jeu, notamment la stabilité des marchés pétroliers, la croissance et le bon fonctionnement des marchés de l'énergie. Et si cela peut se faire avec les États-Unis, eh bien, nous avons désormais la preuve irréfutable qu'elles sont même prêtes à se rallier à eux.

Et je pense que c'est vraiment l'un des résultats de cette grande rencontre : on voit que tous les trois s'accordent à dire qu'il existe une concurrence stratégique entre les États-Unis et les deux autres, la Russie et la Chine, parce que la Russie et la Chine sont aujourd'hui très étroitement liées. Cela dit, je dois le souligner, tout n'est pas aussi rose qu'il y paraît. Quand on regarde le gazoduc Force de Sibérie, désormais rebaptisé Force du Baïkal, et le temps qu'il leur a fallu pour négocier cet accord, on comprend bien que les Russes et les Chinois, eux non plus, ne sont pas naïfs quant à leur relation. Ils savent que ce qu'ils construisent est aussi, dans une très large mesure, le fruit de longues négociations, et pas simplement d'une confiance aveugle. Il ne s'agit donc pas ici de la Chine et de la Russie contre les États-Unis.

Nous sommes face à un monde de superpuissances concurrentes aux intérêts divers, même si, à l' heure actuelle, les intérêts chinois et russes convergent bien davantage. Même pour ces deux pays, il y a des raisons de ne pas soutenir de tout leur poids l'un ou l'autre camp, mais de maintenir une relation équilibrée, dans une certaine mesure. Et nous savons, par Vladimir Poutine, par les Russes, qu'ils cherchent une relation qui puisse fonctionner, en particulier avec les États-Unis. Pas besoin que ce soit de l'amour. Pas besoin que ce soit de l'amitié. Il n'est même pas nécessaire que ce soit une relation agréable, mais il faut qu'il y ait une forme de relation.

Cela contraste évidemment de façon flagrante avec la manière dont les Russes voient les Européens en ce moment : comme ces petits chihuahuas agaçants qui essaient de faire obstacle à tous les efforts de paix, sans exception. Et nous savons, grâce aux travaux de John Mearsheimer et à des gens comme Larry Johnson, qui s'est rendu en Russie et a même rencontré le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, que les Russes en veulent désormais beaucoup aux Européens, et qu'ils sont bien plus disposés à se faire entendre des États-Unis, et bien plus à même d'y parvenir. C'est donc tout à fait logique. Salut tout le monde ! L'automne est là, et nous avons lancé nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre symposium de Kiel se retrouve maintenant sur des tee-shirts, des gobelets isothermes et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer de faire tourner la boutique.

Alors merci beaucoup, et à bientôt. Ce qui m'amène maintenant au deuxième point. Les trois chefs d' État reconnaissent que le principe du consentement des États et le respect des immunités des représentants de l'État sont d'une importance capitale. C'est sans doute le point qui m'a le plus surpris, mais il est aussi logique. Vladimir Poutine, comme vous le savez peut-être, fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI, parce que, sous Joe Biden, c'est l'une des choses que les États-Unis ont réussi à obtenir de la CPI : une mise en accusation de Vladimir Poutine. Et, comme vous vous en souvenez peut-être, l'Occident collectif a très longtemps salué cette décision comme une grande réussite et comme un moyen de présenter Vladimir Poutine comme un criminel de guerre en liberté, visé par un mandat d'arrêt de la CPI.

Tout ça s'est passé vers la fin de l'année deux mille vingt-deux ou le début de l'année deux mille vingt-trois, quand c'est sorti. Mais ensuite, bien sûr, il y a eu le sept octobre deux mille vingt-trois, avec le Hamas et Israël, et tout le génocide à Gaza a commencé. Et en l'espace de quelques mois, la CPI s'est retrouvée le dos au mur. Comme elle avait émis ce mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine et l'une de ses employées, elle subissait alors de très fortes pressions, notamment de la part des pays du Sud et des pays africains, pour qu'elle agisse face à cette forme extrême de violence. Et elle a émis un mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et son bras droit, monsieur Gallant. Je crois que c'était Gallant.

Oui, je pense que c'était lui. Et ça, en revanche, a provoqué la colère de l'Occident collectif. Ça a provoqué la colère de tout le monde. L'administration Biden a été prise de court, et les démocrates comme les républicains ont dénoncé cela. Et nous nous souvenons tous de Lindsey Graham, aujourd'

hui décédé, et de son appel à démanteler la Cour pénale internationale. Il était vraiment sidéré qu' une cour internationale ait l'audace de délivrer des mandats d'arrêt contre le « camp du bien », contre l'Occident, n'est-ce pas ? Contre le dirigeant de l'Occident. À leurs yeux, cette cour avait très largement outrepassé ses pouvoirs.

Et Donald Trump a effectivement repris le flambeau, et il ne se lasse jamais de fustiger la Cour pénale internationale. Et, bien sûr, les États-Unis ont déjà imposé des sanctions à la CPI, n'est-ce pas ? Ils ont sanctionné la Cour. Ils ont sanctionné les juges. Ils ont sanctionné le procureur en chef, Karim Khan, et ils ont essayé de leur rendre la vie impossible. Et en fait, sous Donald Trump, les États-Unis utilisent désormais les pouvoirs de l'État pour tenter de démanteler la Cour pénale internationale, qui a été créée sur la base du Statut de Rome. La Russie n'y est pas partie, les États-Unis non plus et, à ma connaissance, la Chine non plus, même s'il faudrait que je vérifie.

Donc, on se retrouve dans une situation où il y a un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine, un mandat d'arrêt contre Benyamin Netanyahou, l'un des plus proches alliés de Donald Trump, et puis il y a Xi Jinping. Il faudrait que je revérifie, pour être sûr de ne pas vous raconter de fausses informations, mais je crois que les Chinois non plus ne reconnaissent pas cette cour. Et les Chinois ont, depuis très longtemps, un problème avec ce type de juridictions pénales internationales, parce que, par le passé, ces tribunaux ont été utilisés contre les pays du Sud global. Jusqu'à récemment, ils n'avaient ouvert aucune affaire contre des dirigeants occidentaux. En revanche, ils ont ouvert plusieurs affaires contre des Africains.

Il y a eu des poursuites contre des dirigeants serbes, contre des individus, mais jamais contre quelqu' un qu'on considérerait généralement comme faisant partie de l'Occident collectif. Maintenant, cela a changé avec monsieur Netanyahou. Il y a un autre cas, en fait. Dans une affaire, la CPI a engagé des poursuites contre des soldats de l'armée de terre américaine et d'autres militaires américains pour des crimes présumés commis en Afghanistan. Et cela avait déjà provoqué la fureur des États-Unis, parce que s'il y a bien une chose que la puissance hégémonique ne peut pas accepter, c'est qu' une institution internationale, quelle qu'elle soit, tente d'aller à l'encontre de sa volonté.

Et c'était déjà un précédent qu'ils détestaient et qui les avait poussés à imposer des sanctions à certaines personnes au sein de la CPI. Mais maintenant, avec M. Netanyahou, ils ont exercé encore plus de pression, et les États-Unis, sous l'administration Trump, ont fait du démantèlement de la CPI un objectif déclaré. M. Rubio, le secrétaire d'État, a bien sûr déjà annoncé qu'ils tenteraient de faire peser tout le poids des États-Unis contre la CPI. Et c'est vraiment une attaque contre le droit international lui-même. Alors, je suis presque certain que c'est l'administration Trump qui a ajouté ça, parce que Vladimir Poutine ne s'est jamais beaucoup soucié de ce genre de mandat d'arrêt de la CPI. Oui, ça lui a fait du tort.

Oui, c'était une mauvaise nouvelle pour lui. Mais il avait déjà réussi à se rendre en Mongolie il y a plus de deux ans, quelques mois après l'émission du mandat d'arrêt de la CPI. Et la Mongolie est signataire du Statut de Rome. Donc, si les règles du Statut de Rome avaient été respectées, la

Mongolie aurait eu l'obligation d'arrêter M. Poutine. Mais, bien sûr, ça ne s'est pas produit. Enfin, regardez où se trouve la Mongolie, regardez sa population, regardez l'armée dont elle dispose, et imaginez un peu ce que ça aurait impliqué si elle l'avait fait.

Et bien sûr, la visite d'État a eu lieu, et M. Vladimir Poutine a été reçu sur tapis rouge, sans même qu' il soit question du mandat d'arrêt. Mais c'était en quelque sorte sa manière de dire : « Eh bien, qu' est-ce que vous pouvez faire ? Vous comptez sur quelle armée, chère CPI ? » Et les États-Unis en rajoutent, en s'attaquant au principe même des enquêtes pénales internationales. Ils ont même réussi à l'inscrire ensemble dans cette déclaration, ce à quoi M. Xi et les Chinois n'avaient manifestement rien à redire. C'est évidemment une très mauvaise nouvelle pour le droit international, pour le principe de la responsabilité pénale internationale au titre du Statut de Rome, de la Convention sur le génocide et de toutes sortes de systèmes de justice internationale.

Mais je dois dire que cela ne fait que confirmer que nous sommes, une fois de plus, dans un monde de grandes puissances, un monde où les États les plus puissants sont libres de faire ce qu'ils veulent, tant qu'ils peuvent éviter de s'attirer les foudres des autres. Et voilà maintenant que les trois plus grandes puissances se sont mises d'accord pour ne soutenir ni la CPI ni le principe de responsabilité pénale internationale. Ce que cela signifie pour le droit international, cela reste à voir. Ce qui est intéressant avec le droit international, c'est, bien sûr, qu'il n'évolue pas nécessairement avec le seul consentement de trois grandes puissances. Le reste du monde a vraiment son mot à dire là-dessus. Cela signifie que, de toute évidence, il n'y aura aucune mise en application, n'est-ce pas ?

Il n'y aura aucune application du droit en Chine. Il n'y aura aucune application du droit en Russie. Il n'y aura aucune application du droit aux États-Unis. Mais les principes mêmes du droit international sont encore loin d'être fixés. Et la seule chose que nous savons, c'est que rien ne dure éternellement. Même une répartition du pouvoir entre trois puissances évoluera avec le temps. Quant à l'avenir de la CPI, il reste encore à voir. Je ne perds pas tout espoir de voir ces principes respectés, parce que, bien sûr, dans le même temps, ces États accordent une très grande importance, par exemple, aux procès de Nuremberg et de Tokyo. N'oublions pas que les États-Unis, la Chine et la Russie font tous partie des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

Ce sont eux qui ont mis en place les procès de Nuremberg et de Tokyo. Et, pour ces raisons historiques, ils continueront à défendre la validité des décisions prises à l'époque et l'importance de cette forme de responsabilité pénale internationale. Mais aujourd'hui, quatre-vingts ans plus tard, ils ne veulent évidemment pas avoir eux-mêmes à rendre des comptes, ce qui est aussi tout à fait logique. C'est très malhonnête, très hypocrite, mais parfaitement logique du point de vue de la politique des grandes puissances. Ils ont donc réussi à s'entendre là-dessus dans cette déclaration. Encore une fois, comme cette déclaration n'est pas un traité, elle n'a pas réellement force de loi en droit international. Mais elle indique bien que nous nous dirigeons, une fois de plus, vers un monde où les puissants font ce qu'ils veulent et où les faibles subissent ce qu'ils doivent subir.

Et il me semble que l'époque de ce type d'institutions judiciaires internationales n'est peut-être pas révolue, mais nous nous dirigeons clairement vers une période où ce consensus sera plus fragile. Là encore, la CPI, comme je l'ai déjà dit, a surtout été utilisée contre les États du Sud global, et il reste à voir si tout cela a un avenir. C'est simplement pour replacer les choses dans un contexte qui, à mon avis, peut être utile ici. Ensuite, bien sûr, il y a aussi cet engagement des trois puissances : elles veulent réformer le Conseil de sécurité des Nations unies, elles veulent réformer les Nations unies.

Ils ne mentionnent pas vraiment le Conseil de sécurité lui-même, alors que, pour moi, le Conseil de sécurité est évidemment l'élément le plus fondamental dans tout cela, parce que c'est la partie la plus injuste de l'ONU. Vous vous souvenez peut-être que l'ONU compte plusieurs organes principaux, mais les deux plus importants, je dirais, sont l'Assemblée générale des Nations unies et le Conseil de sécurité des Nations unies, en dehors de la Cour internationale de justice. Et la Cour internationale de justice, ce n'est pas la même chose que la Cour pénale internationale. La Cour pénale internationale est une institution distincte, tandis que la Cour internationale de justice est l'organe judiciaire des Nations unies. Elle ne statue que sur les différends entre États qui concernent des violations des règles de la Charte des Nations unies. Mais laissons cette cour de côté pour le moment. Nous avons donc l'Assemblée générale des Nations unies et le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'Assemblée générale ressemble beaucoup à un parlement : un pays, une voix, et elle peut adopter des résolutions. Mais ces résolutions n'ont qu'une valeur consultative. Elles ne sont malheureusement pas contraignantes. Elles sont importantes et elles créent bel et bien du droit international. Elles ont du poids, mais elles ne s'imposent pas à l'ensemble des États membres. Le Conseil de sécurité, lui, est en quelque sorte le pouvoir exécutif, un peu comme un gouvernement, qui peut adopter des résolutions. Et ces résolutions ont non seulement force de loi, mais elles ont aussi toute l'autorité de la Charte des Nations unies. C'est le seul organe de l'ONU qui peut autoriser une action militaire — pas des interventions, mais une action militaire — pour faire respecter la Charte des Nations unies.

L'Assemblée générale, et même la Cour internationale de justice, ne peuvent pas autoriser une intervention militaire. Le seul organe qui puisse le faire pour faire respecter la Charte, c'est le Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité se compose, et c'est très important, des cinq membres permanents, auxquels s'ajoutent dix membres non permanents, renouvelés tous les deux ans, qui ne disposent pas du droit de veto. Les cinq membres permanents sont la Russie, la Chine, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Et ce qui est intéressant dans ce que les trois grandes puissances parmi ces cinq membres ont décidé ici, c'est bien sûr que, d'un côté, elles disent : « Nous sommes ouvertes à des changements au sein des Nations unies », mais elles ne consultent même pas la Grande-Bretagne et la France. Elles ne les mentionnent même pas.

C’est donc un autre signe qui montre à quel point les temps ont changé depuis la Seconde Guerre mondiale, depuis mille neuf cent quarante-cinq. Bien sûr, la France et la Grande-Bretagne étaient encore des acteurs de premier plan, ou du moins des acteurs qui comptaient encore, ne serait-ce que parce qu’elles avaient largement pris part aux combats de la Seconde Guerre mondiale. La France, bien sûr, a été vaincue assez rapidement, mais il y a eu la Résistance, et cette volonté constante de rétablir un ordre en Europe face aux nazis et aux fascistes. Et les Britanniques, bien sûr, étaient l’une des deux grandes puissances à mener cette guerre sur le continent. L’autre, c’était évidemment l’Union soviétique, et c’est elle qui a payé le plus lourd tribut, de très loin. Vingt-sept millions de citoyens soviétiques ont péri pendant la Seconde Guerre mondiale, et c’est bien l’Armée rouge qui a libéré la majeure partie du continent européen, jusqu’à Berlin.

N’oublions jamais que ce sont les Soviétiques qui ont pris Berlin d’assaut et qui, au bout du compte, ont mis fin au régime nazi allemand en Europe. Ils ont aussi joué un rôle très important dans la chute du fascisme italien. Mais, d’un autre côté, les Britanniques ont eux aussi, bien sûr, subi de très lourds coups, et ils ont perdu de vastes pans de leur empire pendant cette guerre. Ce n’est pas un hasard si, juste après mille neuf cent quarante-cinq, le Royaume-Uni a été plus ou moins contraint de renoncer à son empire. Mais, en contrepartie, les Britanniques ont quand même pu garder leur place à la table des grands. Ils ont aussi fini par se doter de leurs propres armes nucléaires. Ne l’ oublions pas. Les Français et les Britanniques disposent bel et bien d’une force de dissuasion nucléaire, même si elle reste limitée. Mais ils ont bel et bien développé leurs propres armes nucléaires. C’est une question distincte de celle de l’ONU, bien sûr.

Mais à l’ONU, ils disposaient d’un moyen de dissuasion grâce à leur droit de veto. Aujourd’hui, de toute évidence, ce qu’on voit dans cet accord entre Trump, Xi et Poutine, c’est que ce monde-là a lui aussi disparu. Il ne s’agit plus de savoir si la France fait partie de ce club ou non. Cette question a été plus ou moins définitivement tranchée. Et quand on regarde la tournure que prend actuellement la guerre en Ukraine, les Russes travaillent, pour l’essentiel, uniquement avec les Américains et avec ceux qui agissent pour leur compte, les Ukrainiens, pour essayer de négocier quelque chose qui mette fin au bain de sang. Mais les Européens sont complètement tenus à l’écart. D’un côté, les Européens sont totalement incapables ne serait-ce que de désigner un négociateur unique, ou de s’ entendre sur une position de négociation commune et une seule équipe de négociation.

D’un autre côté, ils ne comptent vraiment plus à ce stade. La seule chose que font les Européens — et les Russes ne cessent de le souligner —, c’est saboter tout le processus que les Russes et, dans une certaine mesure, les États-Unis essaient de mener à bien ici. D’un côté, ils soutiennent constamment la ligne dure des Ukrainiens. De l’autre, ils tentent d’agir aux États-Unis par l’ intermédiaire des adversaires de tout processus de paix avec la Russie et, par l’ensemble de leurs positions, de compromettre toute possibilité de règlement réaliste du conflit en Ukraine. Cela dit, Vladimir Poutine a aussi déclaré tout récemment, à ce propos, qu’il fallait laisser une certaine place aux Européens dans le règlement de l’après-guerre.

Et c'est aussi tout à fait logique, parce que ce que la Russie cherche depuis quelques semaines, c'est une architecture de sécurité, un nouvel accord de sécurité en Eurasie. Pas seulement en Europe, mais dans toute l'Eurasie. Et si l'on regarde l'Eurasie, l'Europe n'est, comme l'a écrit Glenn Diesen dans l'un de ses très beaux livres, rien d'autre que la péninsule occidentale du continent eurasiatique. Mais elle fait bel et bien partie de ce continent. Alors, évidemment, les Russes souhaitent aussi parvenir à une forme d'entente avec les Européens, parce que ce que la Russie recherche avant tout, c'est la sécurité et un ordre de paix durable sur l'ensemble du continent, qui inclut désormais aussi l'Iran. Cela comprend l'Asie occidentale, mais aussi l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est.

Donc, en ce sens, le sommet de l'APEC a été assez important, en fait, parce que c'est dans cette partie asiatique du continent eurasiatique que les dirigeants se sont réunis. C'est vers la partie asiatique de cette vaste masse continentale que le centre de gravité des rapports de force semble désormais s'être déplacé. Et il n'est vraiment pas surprenant que les Européens n'aient pas été de la partie, non seulement parce qu'ils se trouvent géographiquement en dehors de cette région, mais aussi parce qu'ils en sont absents du point de vue du jeu des grandes puissances. Les États-Unis, en ce sens, font bien davantage partie de l'Asie-Pacifique que les Européens. Et même si c'est triste pour l'Europe, c'est probablement la voie la plus réaliste pour avancer. Si les trois grandes puissances parviennent à une forme d'accord, si elles obtiennent l'adhésion d'autres États, alors, eh bien, les Européens n'auront pas d'autre choix que de suivre le mouvement, d'une manière ou d'une autre.

Et cette déclaration selon laquelle Trump, Xi et Poutine souhaiteraient soutenir un processus de réforme des Nations unies, je considère qu'elle s'inscrit dans cette démarche. J'y vois une façon de dire aujourd'hui, au moins dans le discours : « Nous sommes ouverts à de nouvelles pistes pour avancer dans le cadre de la plus grande structure multilatérale dont nous disposons. » Et je tiens à insister là-dessus, parce que quelques personnes ici, sur YouTube, ne cessent de parler de la fin des Nations unies et d'affirmer que le multilatéralisme et le droit international lui-même sont condamnés. Je ne partage pas cet avis, surtout parce que, malgré tout ce qui s'est passé et toutes les faiblesses des Nations unies, cette organisation repose sur une chose, une chose qui est vraiment très précieuse : la Charte. Et aucune des grandes puissances, ni aucune des moyennes ou des petites puissances, n'a jamais dit de mal de la Charte elle-même.

La Charte, un peu comme la Constitution des États-Unis, est un texte presque sacré. Elle a quelque chose de presque saint, parce que c'est ce texte dont tout le monde reconnaît la valeur intrinsèque. Et même si l'on peut critiquer les Nations unies en tant qu'institution, en tant qu'organisation, en tant qu'appareil administratif et bureaucratique, ou encore comme un moulin à paroles et tout ce qu' on voudra, la Charte de l'ONU, elle, est un texte que les Chinois, les Russes, les Américains, mais aussi les Français, les Britanniques, les Allemands, les Turcs… au fond, tout le monde s'accorde à

trouver bon. Et voilà les principes. Maintenant, comparez cette institution, par exemple, à l'Union européenne. L'Union européenne n'a pas de texte fondateur de ce genre. L'Union européenne a quelques traités.

L'Union européenne a conclu quelques accords, mais elle n'a pas de texte fondateur qui énonce, dans des termes acceptables pour tous ses membres, les exigences et les idéaux fondamentaux de l'institution. C'est pour cela que je pense que l'Union européenne n'a pas d'avenir. Elle n'a pas de socle. Elle n'a pas de point d'ancrage. Alors qu'une entité comme les États-Unis, avec leur Constitution, ou les Nations unies, avec leur Charte, a bel et bien un avenir, parce qu'on peut revenir à ces principes et vérifier si chacun de ses membres y adhère toujours. Et à l'heure actuelle, en novembre deux mille vingt-six, aucune des grandes puissances, ni aucune des autres puissances, n'a jamais déclaré être fondamentalement opposée à la Charte elle-même.

Le problème, c'est l'organisation et la répartition du pouvoir politique. Et maintenant, nous avons un engagement écrit de ces différents membres, qui se disent prêts à travailler à une refonte des Nations unies. Je ne pense pas que cela débouchera sur quoi que ce soit. Je ne pense pas que ce soit autre chose que du vent, destiné surtout, vous savez, à tous les autres membres non permanents du Conseil de sécurité, pour leur dire en gros : « Écoutez, les gars, suivez le mouvement. Enfin, on sait tous que ce n'est pas parfait, mais continuons comme ça. » Mais en ce sens, c'est quelque chose de très facile à dire pour tous les trois.

C'est très similaire, en fait — et un peu cynique —, mais ça ressemble au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le TNP. Le TNP repose sur au moins deux piliers. Le premier, c'est bien sûr d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, et il y est plus ou moins parvenu. Je veux dire, on comptait cinq États dotés de l'arme nucléaire en mille neuf cent soixante-huit, au moment de sa signature. Et aujourd'hui, en deux mille vingt-six, on en compte neuf. Quelques pays sont venus s'ajouter aux cinq de départ. Il y a eu le Pakistan et l'Inde. Il y a eu la Corée du Nord, qui s'est retirée du traité. Et puis il y a Israël, qui n'a jamais vraiment reconnu posséder l'arme nucléaire, mais à ce stade, c'est vraiment un secret de Polichinelle.

Donc, à l'heure actuelle, nous en sommes à neuf États dotés de l'arme nucléaire. Et oui, ce volet du Traité sur la non-prolifération n'était pas parfait. Mais, vous savez, il faut se rappeler qu'en mille neuf cent cinquante-huit, quand les discussions sur le TNP ont commencé, on craignait que, dans les vingt ou trente années suivantes, on se retrouve avec vingt-cinq, trente, voire quarante États dotés de l'arme nucléaire. Le fait que ce nombre soit resté faible est donc bel et bien une réussite. Mais l'autre pilier du TNP, c'est la volonté des États dotés de l'arme nucléaire de procéder au désarmement nucléaire et d'œuvrer à la maîtrise des armements. Et ça, bien sûr, ça n'a jamais vraiment démarré. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité n'ont jamais, au grand jamais, ne serait-ce qu'entamé de discussions sérieuses sur la manière de procéder au désarmement nucléaire et de réduire progressivement leurs arsenaux nucléaires.

Ils l’ont fait, surtout après la guerre froide, mais il n’y a jamais eu de discussions sérieuses sur la manière de parvenir à zéro arme nucléaire. Donc, en un sens, la dénucléarisation n’a pas eu lieu. Et c’est, bien sûr, l’un des griefs des États non dotés de l’arme nucléaire qui sont parties au TNP : les cinq grandes puissances ne se sont en réalité jamais engagées dans cette voie. Et de ce point de vue, vous savez, je fais le parallèle avec ce qui se passe actuellement, parce qu’on voit bien que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les États dotés de l’arme nucléaire, ont un intérêt commun à dire à tous les autres : « Écoutez, vous devez vous engager à ne pas chercher à acquérir l’ arme nucléaire. De notre côté, nous essaierons. Nous ferons tout notre possible pour parvenir à la dénucléarisation. Mais vous, avant toute chose, vous devez vous engager à ne pas fabriquer d’armes nucléaires. »

C’est dans l’intérêt des cinq. Et ensuite, tous les cinq se pardonneront mutuellement s’ils ne tiennent pas leur promesse et ne travaillent pas réellement à la dénucléarisation. C’est la même chose aujourd’hui. Tous les trois — la Russie, la Chine et les États-Unis — ont intérêt à dire à tous les autres membres des Nations unies qu’ils sont d’accord : il faut que ça change, il faut réformer les Nations unies, parce que c’est ce que tous les autres veulent entendre, n’est-ce pas ? C’est ce que les Indiens veulent entendre. C’est ce que les Allemands veulent entendre. C’est ce que les Japonais veulent entendre. Tous veulent entendre qu’à l’avenir, ils pourraient éventuellement jouer un rôle plus important au sein des Nations unies. Pourtant, tous les trois ont en réalité intérêt à ne pas tenir cet engagement.

C'est bien qu'ils en parlent. C'est bien qu'ils publient ensemble ce genre de communiqué. C'est bien qu'ils fassent miroiter des choses aux autres. Mais ensuite, on ne donne pas suite, puisqu'on dispose déjà d'un droit de veto. Une fois encore, les deux autres puissances disposant d'un droit de veto, la France et le Royaume-Uni, n'ont même pas été invitées à participer à ce type de réunion. Elles ne sont même pas mentionnées dans ce cadre. Et cela nous montre, une fois de plus, que nous avons parcouru beaucoup de chemin depuis mille neuf cent quarante-cinq. Mais, vous savez, il y a des choses qu'on ne changera tout simplement pas, et on ne peut pas revenir en arrière. La dernière chose que j'aimerais peut-être mentionner ici, parce qu'elle me donne de l'espoir, c'est le quatrième point : les trois chefs d'État réaffirment qu'une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être menée.

C’est précisément la formulation que Vladimir Poutine, M. Lavrov et les Russes en général emploient depuis des années, sans relâche, pour dire qu’il faut en arriver non seulement à mettre progressivement fin à la guerre en Ukraine, mais aussi à conclure de nouveau des accords de maîtrise des armements. Il faut revenir au traité sur les missiles balistiques intercontinentaux. Il faut revenir aux traités sur les missiles à portée intermédiaire. Il faut revenir à la maîtrise des missiles et des armements, en procédant comme on le faisait auparavant. Et tous ceux d’entre vous qui ont regardé les très, très, très, très nombreuses interviews que Scott Ritter a données en tant qu’ancien inspecteur des armements…

Vous savez peut-être tous que Scott Ritter, bien sûr, travaillait dans le cadre de ces traités de contrôle des armements, en tant qu'inspecteur. Il s'est rendu en Russie et a eu accès à ces sites d' armement. Il vérifiait combien d'armes étaient stockées et combien étaient mises hors service. Et ce sont des mécanismes qui peuvent fonctionner. Nous le savons. Nous le savons parce qu'ils ont fonctionné pendant la guerre froide, ou vers la fin de la guerre froide. Ils ont été mis en place, ils ont fonctionné dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, et nous pouvons y revenir. Donc, vous savez, les traités internationaux et le droit international ne consistent pas seulement à faire des promesses pour l'avenir.

Ils portent aussi sur les moyens de vérifier les choses, de les contrôler et de mettre en place des mécanismes pour que les parties qui ne respectent pas leurs engagements comprennent que cela a de réelles conséquences. En ce sens, le droit international, ou le fonctionnement des traités internationaux, repose entièrement sur les conséquences. Le pire, c'est d'avoir un État comme Israël qui agit en toute impunité et peut bafouer tous les traités sans exception, y compris les conventions de Vienne sur l'inviolabilité des représentations diplomatiques, comme il l'a fait en attaquant le consulat iranien à Damas, en Syrie, en deux mille vingt-trois.

Ça, bien sûr, c'est totalement inacceptable. Ou quand ils violent la Convention sur le génocide en bombardant Gaza sans discernement, en tentant aussi de procéder à un nettoyage ethnique en Cisjordanie et en créant ces États d'apartheid. Je veux dire, c'est l'impunité dont jouit Israël qui explique pourquoi il agit ainsi. Parce qu'il le peut. Parce que c'est possible. Parce qu'il n'a à craindre aucune forme de représailles de la part de qui que ce soit, puisqu'il est sous la protection absolue de la puissance hégémonique, les États-Unis. Bien sûr, c'est lié au lobbying. Bien sûr, c'est lié au rôle systématique de l'argent dans la politique américaine. Mais le résultat, c'est exactement ça : Israël est bien protégé et à l'abri de toute conséquence, quelle qu'elle soit. Or, l'Iran essaie de changer cette équation.

L'Iran essaie aussi de changer la donne avec les Américains. Vous savez, pendant très longtemps, les États-Unis ont pu aller bombarder qui ils voulaient, n'importe où dans le monde, sans avoir à craindre la moindre conséquence pour eux-mêmes. C'est pour ça qu'ils ont pu s'en prendre à l'Irak. C' est pour ça qu'ils ont pu s'en prendre à la Libye. C'est pour ça qu'ils ont pu ravager de nombreux pays d'Amérique latine avec leurs armes clandestines, avec leurs opérations de changement de régime, parce qu'ils n'ont jamais eu à craindre qu'il leur arrive quoi que ce soit. Vous savez, les États-Unis peuvent envahir le Venezuela et y enlever le président sans avoir à craindre que leur propre président soit enlevé à son tour.

Et ce type d'impunité engendre ensuite des comportements toujours plus violents sur la scène internationale. Et maintenant, ce qu'on a vu avec l'Iran, c'est que l'Iran essaie de changer cette équation en disant : bon, vous pouvez nous bombarder, mais nous pouvons aussi bombarder vos positions. Nous pouvons tuer vos militaires si vous tuez les nôtres. Nous pouvons détruire l'usine de dessalement d'Israël si jamais vous attaquez nos infrastructures critiques. Ce faisant, les Iraniens essaient de rétablir la réciprocité. Maintenant, ce qu'on observe dans ce cadre, c'est bien sûr que l'

une des approches de la Chine et de la Russie consiste, elle aussi, à revenir d'une manière ou d'une autre à l'idée de réciprocité : ce qui se passe dans un État peut se produire dans un autre, et ce qu'il faut faire, c'est parvenir à un accord sur ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas.

Du côté négatif, on constate que la Russie et la Chine s'accordent sur leur volonté de se soustraire, elles aussi, à la compétence de la CPI, de se soustraire au droit international et à toute responsabilité pénale internationale. D'un autre côté, on voit aussi maintenant, au point quatre, cette formulation très inquiétante : « Une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. » Je suis absolument certain que cette phrase a été intégrée à la déclaration à l'insistance des Russes, là encore, parce qu'ils emploient cette formulation et s'y accrochent depuis le début de la guerre en Ukraine, et même avant. Une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée.

Ils répètent ça comme un mantra, et maintenant, le fait d'inscrire ça dans un accord avec les Russes et les États-Unis, c'est vraiment important. Encore une fois, ça ne garantit pas que les États-Unis n' utiliseront jamais l'arme nucléaire, mais c'est ce qu'on a vu de plus encourageant en deux mille vingt-six. Parce qu'il ne faut pas oublier qu'au début de l'année, vers le mois d'avril, alors que les États-Unis étaient en guerre contre l'Iran depuis deux mois, Donald Trump a, à un moment donné, menacé l'Iran d'anéantissement — de la mort d'une civilisation. La plupart d'entre nous, y compris de nombreuses personnalités publiques et politiques américaines comme Tucker Carlson et Marjorie Taylor Greene, ont publiquement qualifié ces propos sur X de menace voilée de recours à l'arme nucléaire.

En revanche, ce qu'on trouve dans cette déclaration, c'est un accord, pas forcément sur le fait qu'ils n'utiliseront jamais l'arme nucléaire, mais sur le fait qu'une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais avoir lieu. Et pour moi, c'est vraiment très, très encourageant. Parce que, encore une fois, l'une des choses qu'on tient un peu pour acquises, c'est que si une puissance utilisait à nouveau l'arme nucléaire après Hiroshima et Nagasaki, alors le tabou nucléaire tomberait. Et une guerre nucléaire ou un échange de frappes nucléaires deviendrait alors très probable. Enfin, n' oublions pas : si les États-Unis utilisaient une arme nucléaire contre l'Iran, ce serait bien sûr déjà une guerre nucléaire.

Donc, le fait que cette déclaration contienne cette formulation — qu'une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être menée — est déjà encourageant. Cela ne garantit absolument pas que les États-Unis ne le feraient pas, ni qu'Israël ne le ferait pas. Mais si l'on cherche des signes encourageants montrant, vous savez, qu'il y a des gens responsables aux commandes et une forme de diplomatie porteuse d'espoir pour une désescalade nucléaire, c'est ce qu'on peut espérer de mieux en deux mille vingt-six. Et bien sûr, je vous parle ce jeudi dix-neuf novembre au soir. Comme nous le savons tous, les États-Unis ont l'habitude d'attaquer l'Iran le vendredi soir ou le samedi au petit matin.

Il est donc possible que, dans les trente-six prochaines heures, les États-Unis attaquent effectivement l'Iran et bafouent, en gros, tous les principes auxquels ils ont souscrit ici, y compris, bien sûr, en lançant une frappe nucléaire sur les installations nucléaires iraniennes, sur certains de leurs bunkers. Nous savons que les Iraniens s'y préparent. Nous savons qu'ils en parlent. Nous savons qu'ils sont très inquiets, puisqu'on voit maintenant dans The New York Times toutes sortes de propos sur les barrages iraniens, selon lesquels ces barrages seraient utilisés à des fins militaires. Et, vous savez, The New York Times et les grands médias occidentaux sont en quelque sorte en train de préparer le terrain pour justifier des frappes sur les infrastructures hydrauliques vitales de l'Iran. Je veux dire, tout cela reste possible. Mais au vu de tout ce qui se passe ici, je dois dire que c'est probablement l'un des signes les plus encourageants : peut-être qu'on va finalement revenir à une forme de désescalade. Voilà, c'est tout pour moi ce soir. Merci beaucoup de votre attention. À la prochaine.